

UN PAYS LABORATOIRE
Interrogations et défis pour les sciences sociales

L'Argentine est un pays mystérieux. Du fait de ses malheurs successifs et des nombreux échecs de son histoire collective, elle ne cesse de frustrer et de tourmenter ses habitants. Tous les analystes soulignent pourtant l'énorme potentiel que recèle ce vaste pays si bien doté au niveau de ses richesses naturelles et de ses ressources humaines. Pays paradoxal, pays casse-tête, pays briseur de rêves et de projets collectifs, l'Argentine est ainsi devenue, presque à son insu, un véritable défi intellectuel pour tous ceux qui ont pour ambition de comprendre et d'expliquer les phénomènes sociaux, économiques, politiques et culturels. Or, penser l'Argentine contemporaine n'est pas pour nous ici un exercice purement académique. La volonté d'analyser les graves problèmes d'un pays qui nous est si cher, d'interroger les enjeux et les racines de la crise argentine a été placée sous le signe de la responsabilité morale et intellectuelle. La diaspora argentine et « argentiniste » s'est reconnue dans cette initiative intellectuelle qui permettait aussi de désenclaver le « cas » argentin, en le confrontant au regard et au dynamisme des sciences sociales françaises. Le défi était de taille, mais en relisant l'ensemble de l'ouvrage que nous venons de présenter ci-devant, nous ressentons que la tâche a été accomplie avec beaucoup de bonheur.

Le 9 janvier 2002, la journaliste française Marie-Laure Colson, venue assister à la séance de l'Observatoire sur « Droits de l'homme et citoyenneté », nous demandait s'il fallait croire le Président Duhalde, récemment élu, quand il affirmait que le pays était au bord de l'anarchie. Nous avons répondu : « Duhalde est aujourd'hui à la tête de l'Argentine grâce à un consensus entre péronistes et radicaux. Il n'y a pas eu de rupture institutionnelle. La démission de deux présidents, l'un autiste, l'autre démagogue, fut certes imposée par la rue. Mais l'actuel Président a été choisi par une majorité d'élus et il subsiste, à l'assemblée, un noyau d'opposition d'une quarantaine de députés qui continuent de réclamer une nouvelle élection présidentielle. Le plus important, ce n'est pas que l'Argentine soit au bord de l'anarchie - quoiqu'il y ait eu des scènes d'une violence terrible et tragique - mais que, dans un pays où la dictature a fait 30 000 disparus, les gens soient sortis massivement dans la rue pour dire non à l'état de siège. Un pays où les gens manifestent pacifiquement leur désapprobation en frappant sur des casseroles indique une confiance extraordinaire dans la démocratie. Tout ce qui s'est passé en dix jours à peine depuis le 19 décembre m'incite plutôt à penser que l'Argentine est entrée dans un processus de refonte démocratique extrêmement créatif et novateur. Je vois bien les Argentins

capables de mobiliser leur ingéniosité proverbiale pour récréer de façon tout à fait originale et démocratique un nouveau lien entre le social et le politique ».¹

La conclusion de tout cela, dite alors publiquement et écrite ensuite², affirmait sans l'ombre d'un doute : « La page du XXe siècle argentin a été tournée ». Cette interprétation était téméraire. Nous, les historiens, n'aimons pas risquer des interprétations à « chaud » sur le temps présent parce que nous perdons alors l'atout principal de notre méthodologie de travail, celui de parler du passé en sachant comment ce passé s'est terminé. Nous « racontons » une « histoire » en sachant d'avance quelle fut son issue. C'est l'exercice même du métier qui est ainsi structuré, nous ne faisons pas l'histoire de ce qui a pu arriver mais de ce qui arriva réellement. Ce qui n'enlève rien au caractère stimulant et créatif du travail historique, mais lui donne des bornes très précises.

Or, les circonstances de la crise argentine et le lancement du travail de *l'Observatoire de l'Argentine Contemporaine* nous oblige à sortir de ce cadre somme toute confortable. Nous autres, les historiens, nous pouvons nous vanter d'une marge d'erreur très faible, car nous nous attaquons très rarement à des pronostics concernant l'évolution possible des sociétés. Nous l'avons fait, dans des circonstances historiques exceptionnelles certes, et nous voulons tirer toutes les conclusions intellectuelles qui s'imposent, de cet exercice individuel et collectif de penser l'Argentine et sa crise à 10 000 km de distance et au cours même de la crise. Il ne s'agit pas d'un exercice narcissique d'« égo-histoire » mais d'une façon de nous placer dans un débat qui est loin d'être fermé : celui de la responsabilité des intellectuels, et particulièrement des spécialistes en sciences humaines et sociales, en tant que donneurs de sens. Ou encore, de la possibilité d'une communauté intellectuelle de rendre intelligibles les événements du présent mais d'en dégager aussi leur direction. C'est un débat encore plus fâcheux en Argentine, pas simplement par l'imprévisibilité qui caractérise toute la vie nationale, mais parce que la tradition politique péroniste fut, pour des raisons fort complexes à expliquer ici, profondément anti-intellectuelle³.

¹. Diana Quattrocchi-Woisson, « Une confiance extraordinaire dans la démocratie », journal *Libération*, Paris, 16 janvier 2002, propos recueillis par Maire-Laure Colson.

². *Le Monde Diplomatique*, Paris, février 2002.

³. La brèche ouverte entre les intellectuels argentins et le péronisme, à la différence de ce qui arriva avec le varguisme au Brésil, est une composante des racines de la crise argentine qu'il ne faut pas sous-estimer. Nous renvoyons à notre ouvrage en codirection avec notre collègue Noemi Girbal, *Cuando opinar es actuar. Revistas argentinas del siglo XX*, Buenos Aires, Academia Nacional de la Historia, 1999, et à notre récent « L'histoire des intellectuels en Argentine. Les difficultés d'une société périphérique », Michel Leymarie et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels aujourd'hui*, Presses Universitaires de France, 2003.

Nous estimons que la pertinence de notre lecture « à chaud » des événements des 19 et 20 décembre 2001 tient au simple fait d'avoir travaillé auparavant à une interprétation d'ensemble de l'histoire argentine, et particulièrement de son dernier siècle. La vie politique du XXe siècle argentin a été tiraillée entre des présidents du parti péroniste et du parti radical, quand ils n'étaient pas mis à la porte par un militaire, se proclamant sauveur de la patrie. Or, pour la première fois, malgré la banqueroute politique et économique, les Argentins n'ont pas appelé de sauveur, ni en uniforme, ni en civil. Deux présidents ont été mis en échec par un sursaut de citoyenneté. Les militaires ne représentaient plus une carte politiquement crédible; le péronisme et le radicalisme non plus. Le mot d'ordre tout à fait spontané lancé dans les rues de plusieurs villes argentines, au milieu du vacarme des concerts de casseroles, *que se vayan todos, que no quede ni uno solo*, (qu'ils s'en aillent tous et qu'il n'en reste pas un seul), indiquait l'épuisement historique de ces deux forces majeures de la vie politique autochtone. Déjà lors des élections législatives d'octobre 2001, avec la fronde électorale appelée « voto bronca » (vote en blanc et nul), les signes étaient visibles. Mais le triomphe relatif du péronisme - quoique avec une perte importante de son flux électoral antérieur - ne permettait pas de visualiser la tendance plus profonde qui couvait déjà.⁴

Tout au long du siècle dernier, la vie politique argentine s'est structurée sur une polarité démocratie/autoritarisme, et à l'intérieur du pôle démocratique, sur un partage de l'électorat entre péronistes et radicaux. C'est une spécificité argentine difficile à comprendre en France, où la politique est structurée sur une polarité droite/gauche. Il n'y a jamais eu de grand parti libéral, ni de grand parti de gauche dans l'histoire argentine. Et les sociétés ne changent pas de culture politique du jour au lendemain, les traditions existent et, même lors des ruptures historiques majeures, les acteurs nouveaux s'approprient toujours ce qui est utile et fonctionnel dans les symboles, les représentations et les significations des politiques du passé.

Le radicalisme et le péronisme sont nés historiquement pour répondre à des situations d'immobilisme politique et d'exclusion sociale. Au moment de leur naissance, le radicalisme et le péronisme ont mobilisé et intégré les exclus de la modernité capitaliste : les immigrés et les ouvriers. Aujourd'hui, ces deux partis sont responsables de la plus grande exclusion de l'histoire argentine : 21 millions de pauvres pour une population de 37 millions de personnes. L'épuisement historique des forces politiques traditionnelles laissait la place à la naissance d'une nouvelle force politique. A-t-on vu pour autant émerger cette nouvelle force politique? Lors des journées historiques des 19 et 20 décembre 2001, les citoyens, massivement et spontanément descendus dans les rues, ont

⁴ . Isidoro Cheresky, Jean- Michel Blanquer , *De la ilusión reformista al descontento ciudadano. Las elecciones en Argentina, 1999-2001*, Buenos Aires, IHEAL/HomoSapiens Ediciones, 2003.

exprimé un « ça suffit » bruyant et spectaculaire contre le modèle économique néolibéral, contre la corruption, contre l'impunité et contre les pratiques politiques affairistes, corporatistes et clientélistes qui avaient pris le dessus depuis l'instauration démocratique de 1983.

Une résolution démocratique de la crise

Or, ce qui est extraordinaire dans l'exemple argentin est que, même si aucun nouveau parti politique n'est venu remplir le vide, par un effet tout à fait singulier et inédit, où se sont retrouvées les ruptures, les continuités et les recompositions du champ politique existant, le vieux est en train de s'en aller et le nouveau apparaît déjà clairement dessiné. Disons-le sans détours, la résolution de l'épicentre de la crise argentine fut politique et démocratique. Le terme résolution est pris ici dans le sens mathématique lorsqu'on parle d'une équation (détermination des valeurs des inconnues qu'elle renferme) ou chimique (passage d'un corps solide à l'état liquide par exemple). Même si le gouvernement, qui vient de prendre ses fonctions le 25 mai 2003, doit faire face à des problèmes fondamentaux non résolus (la dette extérieure et intérieure, la corruption, l'impunité, et surtout la terrible fracture sociale avec plus de la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté), les premiers pas dans le sens d'une reconstruction du lien politique et social et d'une refondation démocratique de la nation argentine viennent d'être vigoureusement faits⁵.

La résolution de la crise au niveau politique et institutionnel s'opéra par le biais des élections présidentielles qui furent demandées par la citoyenneté dès décembre 2001, mais décidées par le Président par intérim, après un nouvel épisode répressif : la mort de deux jeunes *piqueteros* massacrés par la police en juin 2002. Personne ne croyait, au début, à la tenue de cette promesse électorale. Principalement parce que le parti péroniste, profondément décomposé par des luttes intestines, n'arrivait même pas à choisir son candidat officiel : cinq précandidats sont apparus. Après avoir épuisé la possibilité de trouver un successeur de taille chez les gouverneurs péronistes des deux grandes provinces argentines : Cordoba (De la Sota) et Santa Fé (Reuteman), le Président Duhalde, ex-gouverneur de la province de Buenos Aires, établit un accord avec le

⁵ « Concluye en la Argentina una forma de hacer política y de cuestionar al Estado... Por mandato popular, por comprensión histórica y por decisión política, esta es la oportunidad de la transformación, del cambio cultural y moral que demanda la hora. Cambio es el nombre del futuro.... Se necesitará mucho trabajo y esfuerzo plural, diverso y transversal a los alineamientos partidarios. Hay que reconciliar a la política, a las instituciones y al Gobierno con la sociedad. » *Discurso del Presidente Néstor Kirchner*, 25 de mayo 2003. Il vient de se terminer en Argentine une façon de faire la politique et de mettre en cause l'Etat... Par mandat populaire, par compréhension historique et par décision politique, celle-ci est l'opportunité de la transformation, du changement culturel et moral que l'heure nous demande. Changement c'est le nom du futur... Il faudra beaucoup de travail et d'effort pluriel, diversité et transversal aux alignements partisans. Il faut réconcilier la politique, les institutions et le gouvernement avec la société ».

gouverneur péroniste d'une province de l'extrême sud, Santa Cruz, en Patagonie, grande géographiquement, mais peuplée d'à peine 200 000 habitants. Le gouverneur Néstor Kirchner, issu de la gauche péroniste des années 70, ayant soutenu Menem en 1989, se démarquant de lui et des réformes néolibérales en 1994, est passé du jour au lendemain de candidat outsider pour les élections primaires du parti péroniste à candidat officiel du Président par intérim. Les primaires au péronisme n'ont pas eu lieu, et trois candidats se réclamant du « tronc » péroniste se sont présentés sous des étiquettes politiques différentes et inventées de toutes pièces : « Front de la fidélité, « Front de la victoire ». Aucun des candidats, ni les péronistes ni les non-péronistes ne suscitait l'enthousiasme massif de l'électorat. Toutefois, malgré les cris d'alarme et les mauvais présages - de fraude, d'annulation, de manipulation, de retour au passé le plus détesté et conspué par un possible triomphe de Menem -, les élections présidentielles ont finalement eu lieu, sans aucune accusation réelle d'irrégularité, et pour la première fois dans l'histoire électorale de l'Argentine, le ballottage s'imposa. Et malgré les fortes rumeurs qui annonçaient le contraire, Menem fut battu. Les 4 millions et demi d'électeurs, qui lui donnaient 24% des suffrages lors des élections du 27 avril 2003, ne constituaient pas la force déterminante qu'il espérait. Menem se permit un dernier acte de misérabilisme politique et d'antidémocratie profonde - que la constitution ne lui interdisait pas - il priva la population argentine d'exprimer, par un raz-de-marée électoral, ce qu'elle avait dit et crié dans les rues depuis les 19 et 20 décembre 2001. Et la différence est de taille. La refonte démocratique argentine se fait malgré la classe politique, mais elle se fait⁶.

Un après l'autre, les masques sont tombés⁷. L'offre électorale n'était pas très enthousiasmante. Aucun candidat ne suscitait les adhésions massives des grands leaders d'antan. Voilà déjà une autre nouveauté démocratique. La fragmentation électorale entre les cinq candidats présidentiels les plus en vue et le pourcentage dérisoire de votes en blanc ou annulés indiquent que la citoyenneté n'a pas boudé la solution électorale, au contraire, qu'elle s'en est servi d'une façon fort intelligente (malgré une campagne où la confusion politique fut particulièrement alimentée et entretenue par l'establishment, par les médias, par les candidats eux-mêmes). La fragmentation de l'électorat au premier tour est un symptôme très salutaire de réflexion démocratique et de

⁶ Encore une fois, le président élu, Néstor Kirchner, a su l'interpréter et le dire avec précision : « El 27 de abril, las ciudadanas y los ciudadanos de nuestra patria, en ejercicio de la soberanía popular, se decidieron por el avance decidido hacia lo nuevo, dar vuelta una página de la historia. No ha sido mérito de uno o varios dirigentes, ha sido, ante todo, decisión consciente y colectiva de la ciudadanía argentina ». *Discours du Président Néstor Kirchner, 25 mai 2003*. «Le 27 avril (2003) les citoyennes et les citoyens de notre patrie, en exerçant la souveraineté populaire ont décidé d'avancer de façon résolue vers le renouveau, de tourner une page de l'histoire. Ce n'est pas le mérite d'un ou des plusieurs dirigeants, c'est avant tout la décision consciente et collective de la citoyenneté argentine

⁷ . Dont celle du démagogue Rodríguez Saa, agissant comme un vulgaire caudillo féodal, prêt à renier ses deux millions et demi d'électeurs, et à se réconcilier avec Menem, parce que il lui faisait l'honneur de venir à la province de San Luis, solliciter publiquement son appui pour le deuxième tour.

rupture avec la fidélité aux appareils politiques. Les trois candidats se réclamant du parti péroniste (un parti déchiré par des rivalités insurmontables), l'apparition de deux nouvelles personnalités politiques, issues certes du parti radical - l'une respectable pour la droite (Lopez Murphy), l'autre incarnant l'intransigeance morale et une nouvelle façon de faire de la politique pour le centre-gauche (Elisa « Lilita » Carrio) -, le nombre infime de votes en blanc ou annulés, voilà un paysage électoral nouveau par rapport aux traditions argentines. Ce qui reste, ce qui n'a pas changé, c'est le nombre extrêmement bas de suffrages recueillis par les divers partis se réclamant de la gauche. Dans un contexte rarement vu de radicalisation sociale et politique, la gauche argentine a, une nouvelle fois, raté son rendez-vous.

Si le premier tour s'était caractérisé par un très faible débat sur les programmes des candidats, le deuxième s'annonçait en tant que confrontation programmatique. Le candidat péroniste Kirchner eut le mérite de faire rapidement une lecture politique fort pertinente du résultat du premier tour, en introduisant le débat sur le modèle économique, politique et social que la nation argentine pouvait choisir. Le modèle qu'il proposait n'était pas celui préconisé par le candidat Menem. En fait, le retour au passé et au néolibéralisme ne pouvait pas se faire sans une défaite profonde de la société mobilisée. Les enquêtes d'opinion, qui se sont avérées fort prévoyantes en ce qui concerne le premier tour (malgré la méfiance et le pessimisme avec lesquels tout le monde suivait les sondages, nous y compris), indiquaient une opposition massive de l'électorat au candidat Menem. A partir d'une lecture adéquate du résultat du premier tour, Néstor Kirchner commence à se révéler, aux yeux de l'électorat, comme une personnalité politique à la hauteur des circonstances historiques. Les enquêtes sur les intentions de vote au ballottage, avant la démission de Menem, attribuaient au candidat Kirchner un chiffre semblable à celui recueilli en France par le Président Jacques Chirac en 2002.

Et voilà comment un outsider, de surcroît peu charismatique, qui inspirait de la méfiance par son alliance avec le Président par intérim Duhalde - donc avec un secteur fort peu présentable du péronisme mafieux de la province de Buenos Aires -, est devenu, par la force des choses, le premier président argentin légitimé par les urnes après la terrible secousse politique, économique, sociale et institutionnelle de décembre 2001. Cette légitimité n'a pas été le raz de marée que l'on attendait d'un deuxième tour (et ici la comparaison avec les élections présidentielles françaises de 2002 s'impose). Un candidat péroniste choisi avec 22 % des voix (celles du premier tour), ce n'est pas pareil qu'un candidat péroniste choisi avec 60, 70 voire 80 % de l'électorat. La légitimité d'un président élu grâce à un vote considérable de l'électorat non péroniste n'aurait pas été la même. Toutefois la portée vers le changement du discours d'investiture du Président Kirchner, qui n'a pas nommé une seule fois Evita

Perón et encore moins le péronisme, fut à même de susciter un large consensus politique.

Le nouveau défi politique

On le voit bien, les Argentins ont été capables de mobiliser leur ingéniosité proverbiale pour récréer de façon tout à fait originale et démocratique un nouveau lien entre le social et le politique. Cette re-création n'est pas classique. Il ne s'agit pas pour l'instant d'une nouvelle force politique déclarant sa rupture avec le passé. Nous sommes bien en présence d'une recomposition du champ politique « par le haut » et « par le bas » (cf. l'article de Silvia Sigal), à partir des éléments les moins compromis avec la décennie ménemiste, ayant exprimé leur désaccord pendant la terrible décennie (la deuxième « décennie infâme » de l'histoire argentine fut encore plus infâme que la première) ou ayant retourné leur veste et faisant maintenant un bilan négatif de cette époque (le vice-président Daniel Scioli, par exemple). C'est dans une alchimie qui contient et qui mélange deux issues (par le haut et par le bas) que la crise argentine vient de se dénouer. Les premiers pas du Président Kirchner sont tout à fait novateurs, l'équipe de ministres qu'il vient de nommer représente un spectre plus large que laissait espérer son accord avec le duhaldisme et le péronisme de la province de Buenos Aires. Toutefois, le nouveau Président n'a pas derrière lui un parti politique, ni ancien, ni nouveau. Il ne peut s'appuyer pour l'instant que sur l'alignement des sénateurs et des députés péronistes et duhaldistes, et sur ce qui reste du vieux péronisme retranché dans les fiefs provinciaux, c'est-à-dire sur le passé. C'est pourquoi l'émergence d'un nouveau parti politique de ralliement au programme du Président Kirchner n'est pas à exclure. Il pourrait se construire au fur et à mesure des échéances électorales qui se dérouleront tout au long de l'année 2003 (provinciales, législatives et municipales). Il est fort probable - comme il arriva autrefois avec la naissance du radicalisme et du péronisme - que la nouvelle force politique soit « transversale », mobilisant des militants venus d'autres traditions politiques argentines. Or, à la différence de ce qui arriva dans le passé, avec les nombreux échecs des tentatives de construction d'une troisième force politique, cette fois-ci la force sociale est clairement identifiée : les exclus du néolibéralisme qui ont réaffirmé leur désir de participation citoyenne et démocratique dans la vie de la cité, qui ont joué un rôle capital dans les mobilisations des 19 et 20 décembre et qui, toutes générations et secteurs sociaux confondus, sont aujourd'hui matière sociale et humaine disponible pour une nouvelle expérience politique.

Bien entendu, d'autres lectures sont possibles pour interpréter cette résolution de la crise argentine. Le péronisme aurait sept vies, comme les chats dans le dicton populaire, ou serait un éternel phénix habitué à renaître de ces propres cendres. Le péronisme qui reste pourrait même se regrouper autour du nouveau Président, faire semblant d'oublier les vieilles querelles, se travestir, se

réinventer une nouvelle identité tout en préservant son héritage historique. Au-delà des spéculations sur l'évolution possible du gouvernement de Néstor Kirchner, ou sur les possibilités de création d'une nouvelle force politique sous son égide, le trait indiscutable est que la recomposition et la rénovation du champ politique argentin est en train de se faire. Inexorablement, graduellement, par le biais électoral et sur les bases structurantes qui furent celles de la restauration démocratique argentine : la conscience irréductible du « jamais plus ». Cette conscience a permis à la société argentine de prendre en charge de façon originale, créative et démocratique le drame majeur de son histoire. C'est grâce à cette conscience irréductible du « jamais plus » que toutes les tentatives visant à freiner les demandes de justice et de vérité ont échoué (les lois de l'oubli et de l'impunité). Le spectre des milliers de morts sans sépulture se dresse encore comme une muraille contre laquelle viennent se briser bon nombre de projets politiques et intellectuels⁸. Que la première décision du Président Kirchner ait été une purge très importante des généraux, des amiraux et des brigadiers des forces armées est encore un élément qui plaide à la faveur de cette interprétation. De même son refus d'identifier « l'acte de gouverner » avec « impunité »⁹.

Comme un symbole de tout cela, d'une page qui est en train de se tourner, aucun ex-président du pays n'était présent à la prise de fonctions de Kirchner, sauf Raul Alfonsín. Dans une cérémonie originale et fondatrice, pour la première fois au palais du Congrès - avec la présence de treize présidents d'Amérique latine, dont Lula, Chávez et Castro, le discours du Président Néstor Kirchner fut la déclaration d'un programme affichant une ambition de changement et de reconstruction nationale dont la société argentine avait perdu le souvenir. Le nouveau président vient de proposer aux Argentins une nouvelle façon de faire, de vivre et d'entendre la politique, (de la concevoir et de la pratiquer). Même si le vieux et le nouveau coexistent encore, même si les défis qu'affrontera le nouveau gouvernement sont énormes, les Argentins n'ont pas arrêté, pendant tous ces longs mois de crise terminale, de produire de grandes nouveautés politiques, sociales et économiques. On imagine mal que cette créativité trouve maintenant un point d'arrêt.

L'heure est-elle arrivée de cette troisième force politique venant incarner la fin du bipartisme tel que nous l'avons connu au XXe siècle ? Les différentes

⁸. Cf. notre « Autour des années de plomb. Histoire, mémoire et justice en Argentine », revue *Le Débat*, n°122, novembre-décembre 2002, Paris, Gallimard, pp. 78-88.

⁹. « Formo parte de una generación diezmada, castigada con dolorosas ausencias, me sumé a la lucha política creyendo en valores y convicciones a las que no pienso dejar en la puerta de entrada de la casa Rosada. Soñé toda mi vida con cambiar en bien nuestro país y vengo a hacerlo sin rencores pero con memoria. *Je fais partie d'une génération décimée, châtiée, avec des absences douloureuses. Je me suis incorporé à la lutte politique avec des valeurs et des convictions qui ne vont pas rester dehors la Maison de Gouvernement. J'ai rêvé toute ma vie de changer en bien notre pays. Et je viens le faire sans rancune, mais avec mémoire.*

tentatives pour sortir du bipartisme ont toutes échoué dans le passé, y compris les tentatives de construction d'une grande force de centre-gauche (Frepaso et Alliance). Mais il faut le dire et le répéter inlassablement, à ce vide politique s'ajoute un vide générationnel. Une partie de la génération qui aurait pu incarner une gauche alternative a disparu sous la dictature. Des milliers de vies ont été brisées, par la disparition physique et l'exil. Le nouveau président est un survivant des années de plomb. Et ce n'est pas un élément biographique mineur. Militant de la jeunesse universitaire proche de Montoneros à La Plata, une fois obtenu son diplôme d'avocat, il se « réfugie » dans sa province de Santa Cruz pour développer une vie professionnelle réussie dans le privé. Ce genre d'exil interne, beaucoup d'autres Argentins l'ont expérimenté. Il n'a pas manqué de le souligner dans son discours d'investiture.

Même si la personnalité et l'itinéraire politique de Néstor Kirchner peuvent donner lieu à des interprétations contrastées et à beaucoup de méfiance, ce qu'il représente à l'heure actuelle est plus facile à déceler. L'Argentine a besoin d'espoir politique et il a les conditions historiques avec lui pour remplir ce besoin. Or la recomposition du lien social et politique est inachevée, elle demandera encore du temps, et les problèmes que doit régler le nouveau gouvernement sont d'une ampleur et d'une urgence telles que le temps ne sera pas son principal allié. L'alignement international aux côtés du Brésil et du Mercosur ne fait pas de doute. La leçon la plus évidente de cette crise et de son issue : la classe dirigeante argentine continue d'être l'une des plus conservatrices de toute l'Amérique latine, elle a réussi à sauver l'essentiel, malgré une mobilisation sociale inouïe. Les demandes démocratiques restent nombreuses et urgentes : réforme politique, judiciaire, économique et sociale. Le nouveau gouvernement ne pourra pas faire la sourde oreille à ses demandes. Mais le bras de fer recommencera, entre autres au sujet de la dette externe et des services publics privatisés. Comment le nouveau gouvernement fera-t-il valoir sa légitimité ? Fera-t-il appel à une coalition parlementaire nouvelle ? Appliquera-t-il, dans les cas de conflits aigus, le plébiscite constitutionnel ? Une chose est certaine, la démocratie argentine est sortie gagnante de cette terrible épreuve. Si le gouvernement réussit à arbitrer les intérêts très contradictoires de « ceux d'en haut » et de « ceux d'en bas », s'il réussit à incliner le pendule du côté de la justice sociale, s'il s'appuie sur la nouvelle constellation sud-américaine et le Mercosur, y compris pour renégocier la dette, il se peut que ces 33 morts des événements de décembre 2001 soient les héros fondateurs d'une nouvelle démocratie argentine.

L'impact de la formidable mobilisation populaire de l'été chaud 2002, avec l'émergence des assemblées de rue et de quartier, se fait encore sentir. La citoyenneté reste mobilisée, la créativité culturelle a réussi à freiner la dissolution, la solidarité a pris l'ampleur d'une nouvelle culture nationale, et les

demandes de régénérescence morale contre la corruption, contre l'impunité sont le levier le plus important pour autoriser un pronostic optimiste. La légitimité du « jamais plus » continue d'être la bannière la plus structurante de la démocratie argentine. Les journées des 19 et 20 décembre ont commencé par une protestation généralisée contre le décret de l'état de siège. L'attachement de la citoyenneté argentine aux valeurs démocratiques semble aujourd'hui plus solide qu'avant. La recomposition du champ politique (après une décomposition extrême) ne s'est pas faite par une révolution classique. Faudrait-il interpréter tout ceci comme encore un aspect du conservatisme de la classe dirigeante et du système politique argentin ? La classe dirigeante argentine continue-t-elle d'être l'une des plus conservatrices de toute l'Amérique latine ? A-t-elle réussi à sauver l'essentiel, malgré une mobilisation sociale inouïe ?

En décembre 2001 des milliers d'Argentins, tous secteurs sociaux confondus, descendaient de façon spontanée dans les rues de toutes les villes du pays, au rythme des casseroles, pour demander la démission du gouvernement élu deux ans auparavant avec 48 % des voix. L'endettement auprès des organismes internationaux et la paupérisation étaient devenus insupportables. Après une décennie d'application à outrance des recettes néolibérales préconisées par le Fonds Monétaire International, l'implosion du système laissa un nombre de victimes comparable aux catastrophes naturelles ou guerrières. La partie du pays qui pouvait encore manger se voyait confisquer son argent : les épargnants furent expropriés par les banques et par l'Etat, et le gouvernement n'avait de meilleure idée que de décréter l'état de siège. On connaît la suite : la répression a fait 33 morts civils parmi les manifestants. Le pacte républicain fut rompu.

Or, lors du premier anniversaire des journées des 19 et 20 décembre 2001, nous avons conclu que le Président par intérim Duhalde avait « confisqué » la révolte la plus démocratique de l'histoire argentine sans produire aucune des réformes urgentes qui s'imposaient¹⁰. « L'exigence de la caducité de tous les mandats et d'élections généralisées, exprimée par le mot d'ordre *que se vayan todos* -qu'ils s'en aillent tous - (plus de onze mille manifestations comptabilisées au long de l'année) ne fut retenue par Duhalde qu'après un nouveau drame national : l'assassinat des deux jeunes *piqueteros*. Aucun des candidats déclarés pour les élections présidentielles n'arrivait à dépasser les 16 % des intentions de vote. L'establishment n'avait un candidat consensuel. L'opposition non plus. Les tentatives d'organiser un front unitaire entre la gauche et le centre gauche pour exiger des élections généralisées et la caducité de tous les mandats n'avaient pas plus abouti. Le déchirement du parti péroniste entre plusieurs candidats pouvait difficilement cacher qu'il s'agissait d'une façon révolue de

¹⁰. « Pleurons pour toi, Argentine », Lucrecia Escudero Chauvel et Diana Quattrocchi-Woisson, journal *Libération*, 20 décembre 2002.

faire de la politique en Argentine. Le fossé était de plus en plus grand entre ces vieilles manières de comprendre la politique et les nouvelles pratiques de débat, de participation et d'organisation d'une société qui n'arrêtait de produire des nouveautés considérables depuis les 19 et 20 décembre 2001. Les conditions pour la création d'une nouvelle force semblaient réunies, mais cette nouvelle articulation politique et sociale n'a pas émergé¹¹. Les 13 et 14 décembre 2002, le congrès national de la Confédération des travailleurs d'Argentine (centrale syndicale d'opposition sous la direction de Victor De Gennaro) décida la création d'un nouveau mouvement politique et social. Le rêve d'un parti des travailleurs, tel que celui de Lula au Brésil, avait commençait à se mettre en place, mais la plupart des acteurs savaient que la situation argentine est très différente de la situation brésilienne. Les militaires ont cessé d'être les arbitres de la situation, même si des tentatives autoritaires et répressives existent. Le consensus du « jamais plus », « nunca más », continue d'être la base de toute légitimité démocratique. C'est pour cela que, malgré le spectacle honteux donné par la classe politique et le dysfonctionnement scandaleux des institutions parlementaires, le dégoût des citoyens n'a pas alimenté des solutions de type fasciste. Ce sont les demandes d'une démocratie meilleure qui l'emportent ou d'une démocratie véritable face à une démocratie qui travaille contre elle-même, pour reprendre l'idée de l'ouvrage de Marcel Gauchet.¹² « Les Argentins ne font pas que pleurer (ou émigrer). Presque tous les secteurs sociaux restent mobilisés. La démoralisation et le scepticisme sont forts, mais il faut souligner aussi l'énorme créativité et solidarité populaires. A la veille de l'anniversaire des 19 et 20 décembre, tous les secteurs sociaux et politiques d'opposition appellent à une grève nationale et à une grande manifestation à la place de Mai, à Buenos Aires, contre la violence, contre la faim, pour une société plus juste, pour se souvenir des morts, pour exiger le châtement des coupables et pour demander encore une fois *que se vayan todos* -qu'ils s'en aillent tous-. La tension monte et le pays semble à nouveau au bord de l'incendie. Si ce premier anniversaire du *cacerolazo* se déroule sans répression et sans victime, la démocratie argentine aura encore une chance de se revivifier. Et les pleurs pourraient davantage donner lieu à l'espoir. Espérons-le »¹³.

Le résultat des élections du 17 avril 2003 et la façon dont le candidat Kirchner s'imposa et se dégagea de l'image de candidat officiel et de compromis avec le passé ne relèvent pas, dans notre lecture, d'une quelconque « divine surprise » adaptée à la « sauce » argentine. Il est certainement légitime de s'interroger sur la proportion de contingence et de nécessité qui amena l'outsider Néstor Kirchner à incarner la volonté de changement profond de toute une société. Au-delà des individus, c'est le processus déclenché en décembre 2001

¹¹ Le FRENAP, Front National contre la Pauvreté fut la tentative la plus intéressante dans ce sens.

¹² Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard 2002.

¹³ « Pleurons pour toi Argentine », *Ibid*,

est devenu imparable. La répression n'a pas pu s'imposer. La lame de fond qui traverse la révolte populaire et civique de l'Argentine a une puissance supérieure aux vagues qui montent et qui descendent. Des flux et des reflux, il y en a eu et il y en aura, mais l'Argentine n'est plus « à la dérive » (cf. l'article d'Alain Touraine), elle a trouvé une direction et une orientation. Et celles-ci sont indissolublement unies à la destinée de toute l'Amérique du Sud.

Paris, juin 2003